



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 07/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE EUROPEENNE DE GALVANISATION

10, route de Merviller
54120 Baccarat

Référence : AML/NW/228_2023

Code AIOT : 0006200030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement SOCIETE EUROPEENNE DE GALVANISATION implanté 10, route de Merviller - 54120 Baccarat. L'inspection a été annoncée le 21/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE EUROPEENNE DE GALVANISATION
- 10, route de Merviller - 54120 Baccarat
- Code AIOT : 0006200030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EUROPEENNE DE GALVANISATION exerce une activité de galvanisation à chaud de pièces métalliques sur le territoire de la commune de BACCARAT.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incendie – traitement de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Désenfumage - présence de DEFNC | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II | / | Sans objet |
| 2 | Désenfumage - dimensionnement des DEFNC | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II | / | Sans objet |
| 3 | Installations électriques - mises à la terre | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5 | / | Sans objet |
| 4 | Installations électriques - chauffage des bains | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I | / | Sans objet |
| 5 | Moyens de lutte incendie - moyens et entretien | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10 | / | Sans objet |
| 6 | Confinement des eaux incendie – dimensionnement | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 | / | Sans objet |
| 7 | Confinement des eaux incendie - organes de commande | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés lors de la visite d'inspection ne montrent pas de non-conformités majeures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage - présence de DEFNC

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : II. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. |
| Constats : Le bâtiment abritant les bains de traitement de surface dispose d'une surface d'environ 5% ouverte au niveau du faitage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Désenfumage - dimensionnement des DEFNC

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. |
| Constats : S'agissant d'un dispositif d'ouverture permanente en toiture, l'installation ne dispose pas de commande de ce dernier. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Installations électriques - mises à la terre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes. |
| Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection, le dernier rapport de contrôle des installations électriques (Rapport n° 072016802201R001 - Vérification réalisée le 27/06/2022), ce dernier ne fait pas apparaître de non conformités au niveau des prises de terre. Un suivi informatique (GMAO) des remarques permet de suivre les opérations de maintenance réalisées et ainsi la levée des remarques faites lors des vérifications périodiques des installations. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Installations électriques - chauffage des bains

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. |
| Constats : Le bain de zinc dispose de dispositifs de surveillance de la température et de niveau de zinc, en cas de problème le chauffage se coupe automatiquement. Les autres cuves sont équipées d'une alarme répercutant l'alerte sur 3 postes téléphoniques. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Moyens de lutte incendie - moyens et entretien

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>Constats : Le site est équipé d'extincteurs ayant fait l'objet d'une vérification annuelle le 01/04/2022. Cette dernière ne fait apparaître aucune non conformité.</p> <p>Une vérification sur site de l'étiquetage de certains équipements a permis de vérifier ce point.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, est collecté grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparations très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Constats : Le site ne dispose pas d'un bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie.</p> <p>En mars 2009, l'exploitant a remis une étude de dangers à l'inspection des installations classées, visant à évaluer les risques d'incendie possibles sur le site de BACCARAT et à justifier la nécessité ou non de mise en place d'un bassin de confinement pour recueillir les eaux d'incendie.</p> <p>L'étude de dangers a mis en valeur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence en quantité très faible de produits combustibles ou inflammables sur le site et leur éloignement des sources d'inflammation potentielles, - la réduction des sources d'inflammation (système de maintien en température des bains par serpentin d'eau chaude, contrôle process du bain de zinc). <p>Etant donné le faible risque d'incendie généralisé sur le site et la présence de rétentions sous la ligne de traitement de surfaces qui créent de grands volumes de rétention, la mise en place d'un bassin n'a pas été jugée nécessaire.</p> <p>Néanmoins, compte-tenu que le retour d'expérience actuel fait état d'une accidentologie conséquente dans les installations de traitement de surface, l'exploitant déterminera, toutefois, le volume de rétention présent sous la ligne de traitement et en justifiera la pertinence.</p> |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Justification du volume de rétention et de sa pérennité. |
| Proposition de suites : cf ci-dessus dans un délai de 2 mois |

N° 7 : Confinement des eaux incendie - organes de commande

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. |
| Constats : Le site ne dispose pas de bassin de confinement, conformément aux conclusions de l'étude des dangers de 2009. Toutefois, des obturateurs du réseau pluvial sont présents sur le site, et permettent d'isoler le site du milieu naturel. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |